

# PARLEMENTAIRES

## INFORMATIONS

52e législature



**Pour de plus amples informations, surfez sur :**

www.lachambre.be

**Informations Parlementaires** est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

**Informations Parlementaires** est adressé à toute personne qui en fait la demande.

**Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€**) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

***coordination et rédaction*** : Service des Relations publiques et internationales

***tél*** : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

***fax*** : 02/549.83.02

***E-mail*** : pri@lachambre.be

***lay-out*** : PRI

***impression*** : Imprimerie de la Chambre

***adresse postale*** : Chambre des représentants de Belgique  
B - 1008 BRUXELLES

***entrée visiteurs*** : 13, rue de Louvain - Bruxelles

***éditeur responsable*** : le secrétaire général de la Chambre



## Table des matières

<b>ORGANES DE LA CHAMBRE</b>	
Présidence	3
<b>COMMISSIONS</b>	
Réunions de commissions	5
<b>SÉANCE PLÉNIÈRE</b>	
Proposition de loi	27
Questions orales	28
Conflit d'intérêt – Bruxelles-Hal-Vilvorde	29
<b>COMMUNIQUÉS DE PRESSE</b>	31
<b>PUBLICATIONS</b>	33

<b>CONSEIL DES MINISTRES</b>	35
------------------------------	----

<b>ANNEXES</b>	
Demandes d'interpellations	41
Projets de loi, propositions et rapports de commission	43
Avis du Conseil d'État	45

<b>ADDENDA</b>	47
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	49



SEMAINE DU 9 FÉVRIER AU 13 FÉVRIER 2009



## ORGANES DE LA CHAMBRE

### PRÉSIDENTENCE

**MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

#### **COLOMBIE**

Le mercredi 4 février 2009, le ministre des Affaires étrangères de Colombie, Son Excellence Monsieur Jaime Bermúdez Merizalde a effectué une visite au Parlement fédéral de Belgique,

Accompagné de Monsieur Carlos Holmes Trujillo Garcia, ambassadeur de Colombie à Bruxelles et de Madame Victoria Senior, directeur de la Direction Affaires européennes au Ministère des Affaires étrangères de Colombie, Monsieur Bermúdez a été reçu dans les salons de la Présidence de la Chambre par Monsieur Patrick Dewael, président de la Chambre et Monsieur Armand De Decker, président du Sénat.

La députée Hilde Vautmans, présidente de la Commission des Relations étrangères de la Chambre et le député Georges Dallemagne, président de la Section Belgique-Colombie du Groupe belge de l'Union Interparlementaire ont participé à l'entretien.

Le chef de la diplomatie colombienne souligne que depuis quelques années, son pays a fait d'énormes progrès : diminution des homicides et des kidnappings, diminution de la culture de coca, augmentation des condamnations, démobilisation de guérilleros de la FARC, etc. Le pays est aujourd'hui beaucoup plus sûr, preuve en est l'augmentation du nombre de touristes. Monsieur Bermúdez constate toutefois que la Colombie pâtit encore beaucoup trop d'une mauvaise image, raison pour laquelle M. Bermúdez invite une délégation du Parlement fédéral à se rendre en mission dans son pays pour se rendre compte de la nouvelle situation.





Une proposition de résolution relative à la situation en Colombie a été déposée à la Chambre. L'Ambassadeur manifeste sa volonté de fournir toutes les informations ou éclaircissements utiles.

Le sort des personnes déplacées (*IDP : Internally displaced persons*) est également abordé. Le Ministre des Affaires étrangères comprend certaines inquiétudes mais insiste sur le fait que son pays a fait de grands progrès et qu'il faut continuer à mener le combat de manière transparente.

Concernant le soutien des États-Unis pour la lutte contre le narco-trafic, Monsieur Bermúdez attire l'attention sur le fait que les pays « consommateurs de drogue » ont leur part de responsabilité et voudrait une coopération plus accrue avec ces pays.

Au sujet de la situation économique, Monsieur Bermúdez souligne que le système financier colombien est solide et que les banques sont en bonne santé. On attend toutefois un ralentissement à cause de la crise économique internationale. La Colombie souhaite poursuivre l'ouverture de son économie par une politique d'accords commerciaux. A l'occasion de sa visite en Belgique, Monsieur Bermúdez procédera, avec son collègue Karel De Gucht, à la signature d'un accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Colombie concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements.



## COMMISSIONS

**MARDI 3 FÉVRIER 2009**

### **VISITE AU CENTRE D'ENTRAÎNEMENT DE COMMANDOS À MARCHE-LES-DAMES**

Commission de la Défense nationale

Le mardi 3 février 2009, une délégation de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants a accompagné le ministre de la Défense, M. Pieter De Crem, lors de sa visite au Centre d'entraînement de commandos à Marche-les-Dames.

Les premiers commandos belges ont été formés en Écosse où des militaires belges ont suivi des formations de commando dans un centre d'entraînement britannique pendant la Seconde guerre mondiale. Le centre d'entraînement de commandos des Forces armées belges a été installé entre 1945 et 1947 à Marche-les-Dames, en bord de Meuse et au pied d'une série de falaises escarpées.

Après un briefing du commandant du centre, au cours duquel il a esquissé l'historique du centre et donné un aperçu des diverses possibilités de formation et d'entraînement, il a été procédé à une brève visite du centre au cours de laquelle le ministre et les députés présents ont assisté à des démonstrations concernant les différents volets de la formation et de l'entraînement (par exemple, le close-combat, l'escalade, les techniques amphibie, le tir d'élite). Depuis 1947, le centre a décerné 41.175 brevets de commando.

### **Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 9 FÉVRIER 2009**

1. Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la présence de chevaux sur la chaussée" (n° 9769).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

2. Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le car-pass" (n° 9770).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.



3. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la réduction de l'alcoolémie autorisée chez les jeunes automobilistes" (n° 9771).
- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la proposition de fixer à 0,2 pour mille le taux d'alcoolémie autorisé pour les jeunes conducteurs" (n° 10161).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le service de contrôle du SPF Mobilité et Transports" (n° 9772).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "les redevances d'aéroport" (n° 10033).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Question de Mme Josée Lejeune au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le contrôle technique" (n° 9879).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "la responsabilité objective en droit de la circulation" (n° 9943).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Josée Lejeune au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le gilet de sécurité" (n° 9881).
- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le gilet de sécurité réfléchissant pour les automobilistes" (n° 9983).
- Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le gilet de sécurité réfléchissant comme accessoire de sécurité obligatoirement présent dans les véhicules" (n° 10163).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "les véhicules verts" (n° 10104).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la gestion du trafic en recourant aux technologies de l'information et des communications pour le véhicule sûr et intelligent" (n° 10105).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.



11. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la sécurité aérienne en Belgique" (n° 10153).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "les voitures qui ne sont pas présentées au contrôle technique" (n° 10204).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le nombre de voitures présentant des défauts techniques" (n° 10205).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Question de Mme Ulla Werbrouck au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la demande d'obtenir un permis de vol pour un 'High Altitude Long Endurance Unmanned Aerial Vehicle' (HALE-UAV) par la 'Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek' (VITO)" (n° 10260).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

15. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le libre cabotage au sein du Benelux" (n° 10264).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'obtention du permis de conduire sans examen" (n° 10290).

- Question de M. Patrick De Groot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le nombre croissant de faux permis de conduire d'origine étrangère" (n° 10336).

- Question de M. Luk Van Biesen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "l'échange de faux permis de conduire" (n° 10365).

- Question de M. Jan Mortelmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "le problème des permis de conduire" (n° 10382).

- Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la délivrance d'un permis de conduire belge aux titulaires d'un permis de conduire étranger" (n° 10461).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

17. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "la privatisation des aéroports régionaux de Flandre" (n° 10337).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.



18. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les ‘super camions’ et la concurrence pour le transport de marchandises par rail” (n° 10511).
- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “l’expérience pilote ‘éco-combi’” (n° 10777).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

19. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “l’incidence des temps de conduite et de repos sur la sécurité routière” (n° 10612).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

20. Question de Mme Ine Somers au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “l’urgence de régler le problème des garanties bancaires dans le secteur du transport” (n° 10689).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

21. Question de Mme Marie-Martine Schyns au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “la nouvelle réglementation en matière de chars carnavalesques” (n° 10802).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

22. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “la fiabilité du test salive” (n° 10870).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 1 tot 13), n° 1786/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif du secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.
- Ont pris la parole : M. David Geerts, Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers, M. David Lavaux, Mme Ine Somers, MM. Jan Mortelmans, Ludo Van Campenhout et Jef Van den Bergh, Mme Linda Musin et MM. David Van Grootenbrulle et François Bellot.
- Aucun amendement n’a été déposé.
- Les articles, inchangés, ont été adoptés par 9 voix et 3 abstentions.
- L’ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Prochaine réunion : lundi 16 février 2009.



## Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

### ➤ **MARDI 10 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 112 à 114 et 118 à 126), n° 1786/1.

- Rapporteur : M. Jean-Luc Crucke.
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- Ont pris la parole : MM. Peter Logghe et Jean-Luc Crucke.
- La discussion a été clôturée.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi relatif aux concours officiels d'excellence professionnelle, n° 1784 (Pour mémoire).

- Rapporteur : Mme Katrin Jadin
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

3. Questions jointes:

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le plan relatif au personnel et le nouveau cadre linguistique du Jardin botanique à Meise" (n° 10740).
- Question de M. Michel Doomst au vice premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le Jardin botanique à Meise" (n° 10833).
- Question de M. Bruno Tobback à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation du personnel au Jardin Botanique" (n° 10865).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la nomination du président de la Chambre exécutive d'expression néerlandaise de l'Institut Professionnel des Agents Immobiliers" (n° 10786).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le catalogue d'oeuvre d'art belge" (n° 10877).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Patrick De Grootte à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les assurances couvrant le patrimoine artistique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique" (n° 10905).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



7. Question de M. Patrick De Grootte à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'oeuvre d'art 'Le dernier jugement' de Diest" (n° 10906).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Wouter De Vriendt à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la catastrophe agricole en 2006" (n° 10952).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Question de M. Philippe Henry à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la mise en oeuvre d'un code de déontologie en matière de recherche sur les nanotechnologies" (n° 10988).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

10. Auditions de représentants de la CREG et de Test-Achats sur le dossier de la transaction entre la CREG et les gestionnaires du réseau de distribution.

- Exposé introductif des invités.

11. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 153 à 166), n° 1786/1..

- Rapporteur : M. Jean-Luc Crucke.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Energie.

- Ont pris la parole : M. Philippe Henry, Mmes Tinne Van der Straeten et Katrien Partyka, MM. Willem-Frederik Schiltz et Bart Laeremans.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Des amendements ont été déposés par M. Henry et consorts et M. Van Noppen.

- Tous les amendements ont été rejetés et l'ensemble des dispositions, soumises à la commission, a été adopté.

### ➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Proposition de loi (Philippe Henry, Tinne Van der Straeten, Jean-Marc Nollet, Wouter De Vriendt, Stefaan Van Hecke, Muriel Gerkens, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers) modifiant les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État afin d'instaurer un monitoring de la recherche et développement en Belgique, n° 72/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.

- Exposé introductif de M. Philippe Henry.

- La discussion générale a eu lieu.

- Ont pris la parole : M. Joseph George, Mme Sophie Staelraeve, M. David Clarinval et Mme Colette Burgeon

2. Proposition de loi (Joseph George, Christian Brotcorne, Maxime Prévot, Sofie Staelraeve) modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin de diminuer l'indemnité en cas de remboursement anticipé total ou partiel, n° 1226/1 et 2.



- Rapporteur : M. Philippe Henry.
  - Exposé introductif de M. Josph George.
  - La discussion générale a été entamée.
  - Ont pris la parole : M. Philippe Henry, Mme Kattrin Jadin, M. David Clarinval et Mmes Sophie Staelraeve et Nathalie Muylle.
  - La commission a décidé d'organiser des auditions.
- Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.

## Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Mia De Schamphelaere

### ➤ **MARDI 10 FÉVRIER 2009**

#### 1. Projets et propositions de loi jointes:

- Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n° 1285/1 et 2.
  - Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n° 1287/1 à 5.
  - Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n° 790/1.
  - Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.
- (Deuxième lecture et vote sur l'ensemble) (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter)

- La commission a pris connaissance de la note technique d'ordre légistique.

#### 2. Projets et propositions de loi joints:

- Projet de loi relatif à la circonstance aggravante pour les auteurs de certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n° 1696/1.
  - Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaine) visant à réprimer plus sévèrement les assassinats et les meurtres commis à l'encontre des fonctionnaires de police, n° 578/1 et 2.
  - Proposition de loi (Michel Doomst) instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante pour certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n° 1661/1.
- La proposition de loi n° 578/1 a été développée.
  - Un amendement (au projet de loi n° 1696/1) a été déposé par M. Schoofs.
  - La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'État.

#### 3. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code civil et le Code des droits de succession en ce qui concerne le paiement libératoire dans le cadre d'un héritage et visant à mettre un certain montant à la disposition du conjoint ou cohabitant légal survivant, n° 1633/1.



- Proposition de loi (David Geerts, Hans Bonte, Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les problèmes temporaires de liquidités auxquels sont confrontés les survivants, n° 450/1.

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code des droits de succession et le Code civil en vue de mettre un certain montant à la disposition du partenaire survivant, n° 701/1.

- Rapporteur : Mme Carina Van Cauter.

- On a demandé de joindre la proposition de loi n° 922/1 à la discussion.

- Les propositions de loi n°s 450/1, 701/1 et 922/1 ont été envoyées à la commission des Finances et du Budget.

- A la demande des auteurs, ces propositions de loi seront envoyées à la commission de la Justice.

#### 4. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Carine Lecomte, Philippe Collard) modifiant les articles 21 et 21bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de prévoir un délai de prescription de trente ans pour certains faits graves commis sur des mineurs d'âge, n° 233/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Hilde Vautmans) modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne le délai de prescription de certains délits commis à l'égard de mineurs, n° 1705/1.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal

- Les propositions de loi ont été développées.

- La discussion a été entamée.

#### 5. Projet de loi portant diverses dispositions (I), n° 1786 (art. 14 à 36).

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.

- La discussion a eu lieu.

- M. Landuyt et Mme Van Cauter et consorts ont déposé des amendements.

- Les amendements ont été adoptés.

- La commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

### ➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

#### 1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code civil et le Code des droits de succession en ce qui concerne le paiement libératoire dans le cadre d'un héritage et visant à mettre un certain montant à la disposition du conjoint ou cohabitant légal survivant, n° 1633/1.

- Proposition de loi (David Geerts, Hans Bonte, Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les problèmes temporaires de liquidités auxquels sont confrontés les survivants, n° 450/1.

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant le Code des droits de succession et le Code civil en vue de mettre un certain montant à la disposition du partenaire survivant, n° 701/1.



- Exposés introductifs de MM. Raf Terwingen et Jean-Luc Crucke.
- La discussion générale a été entamée.
- Des amendements ont été déposés par M. Terwingen.
- La commission a décidé de solliciter l'avis du « Koninklijke Federatie van het Belgische Notariaat », de Febelin ainsi du SPF Finances.

2. Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur) insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 493/1.

- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- Exposé introductif de M. André Frédéric.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.
- La commission a décidé d'organiser des auditions.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la nouvelle procédure d'adoption" (n° 10517).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu

4. Question de Mme Mia De Schamphelaere au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "l'autorégulation des services audiovisuels et en ligne" (n° 10807).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'assistance d'un avocat lors d'une première audition" (n° 10610).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la technique d'enregistrement audiovisuel lors d'une audition" (n° 10613).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'aliénation parentale et le rapt parental" (n° 10690).

- Le ministre de la Justice a répondu.



8. Questions jointes:

- Question de M. Bruno Tuybens au ministre de la Justice sur "l'avis du Conseil d'État relatif au projet de loi sur les 'parachutes dorés'" (n° 10831).
- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi visant à limiter les "parachutes dorés" (n° 10863).
- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "les parachutes dorés" (n° 10878).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "les parachutes dorés" (n° 10883).
- Question de M. Luk Van Biesen au ministre de la Justice sur "la décision du Conseil d'État concernant la limitation des indemnités de licenciement des dirigeants de sociétés cotées en bourse" (n° 10891).
- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les parachutes et l'avis du Conseil d'Etat" (n° 11036).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "les parachutes dorés" (n° 11040).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "les problèmes de sécurité à la prison de Forêt" (n° 10879).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "l'agression commise par une bande de jeunes dans un établissement scolaire liégeois" (n° 10909).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'agression à l'athénée d'Alleur" (n° 10912).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "l'avis du collège des procureurs généraux" (n° 10939).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le devoir de motivation en assises" (n° 11047).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "la réouverture, au Chili, du dossier de la vente des Mirages belges au gouvernement chilien et les versements irréguliers dans le cadre de cette affaire" (n° 10948).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur "un violeur libéré suite à une faute de procédure" (n° 10961).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la libération d'un violeur suite à une faute de procédure" (n° 10995).



- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la libération d’un violeur suite à une faute de procédure” (n° 11002).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la concrétisation de la notion ‘prestation positive’ “ (n° 10962).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Guy Coëme au ministre de la Justice sur “la nomination d’agents pénitentiaires” (n° 10970).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “le palais de justice de Tournai” (n° 10979).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “les viols à l’école” (n° 10982).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les viols à l’école” (n° 11008).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’état d’avancement dans le dossier De Gucht” (n° 11030).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le règlement collectif de dettes” (n° 10989).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. David Geerts au ministre de la Justice sur “une décision du Tribunal de Termonde concernant un tackle sur un terrain de football” (n° 10993).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de M. David Geerts au ministre de la Justice sur “l’obtention d’un permis de conduire” (n° 10994).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. David Geerts au ministre de la Justice sur “les avis du parquet d’Anvers relatifs aux dossiers de naturalisation” (n° 11018).

- Le ministre de la Justice a répondu.



13. Interpellation et question jointes :

- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "les projets de réforme du département de la Justice" (n° 278).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la rédaction d'un nouveau plan pour la Justice" (n° 10999).

- Le ministre de la Justice a répondu.
  - Une motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans.
  - Une motion pure et simple a été déposée par M. Raf Terwingen.
- Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.

### Santé publique

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 10 FÉVRIER 2009**

1. Médecins spécialistes en formation.

Auditions de :

Représentants des candidats stagiaires

- M. Laurent Hermoye (ADDMF);
- M. Steven Vanden Broucke (LVGA);

Organisations de médecins spécialistes

- M. Jacques De Toeuf (ABSYM);
- M. Marc Moens (BVAS);

Maîtres de stage et doyens de facultés de médecine

- Mme Martine De Vos (UZ Gent);
- M. Yvon Englert (ULB);
- M. Paul Van de Heyning (UZ Anvers);
- M. Gustave Moonen (ULg);
- M. André Geubel (UCL).

- Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert.
- Échange de vues.

2. Rapport d'évaluation des soins palliatifs de la cellule fédérale d'évaluation des soins palliatifs.

Présentation par :

- M. Emmanuel Keirse (cellule d'évaluation);
- M. Paul Vanden Berghe ("Federatie Palliatieve Zorg Vlaanderen");
- Mme Chantal Doyen (Fédération wallonne des Soins Palliatifs).

- Échange de vues.



### 3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 68 à 76), n° 1786/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés qui ont, ensuite, été rejetés.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté.

### 4. Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de l'agrément et du financement des équipes de soins palliatifs à domicile pour enfants - Transmis par le Sénat, n° 1675/1.

Proposition de loi jointe :

Proposition de loi (Maya Detiège, Katia della Faille de Leverghem, Mia De Schamphelaere, Yvan Mayeur, Marie-Martine Schyns) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les équipes de soins palliatifs pédiatriques à domicile, n° 1466/1.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de Mme Maya Detiège.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles ainsi que le projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.
- La proposition de loi jointe n° 1466/1 devient par conséquent sans objet.

## ➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

### 1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 115 à 117), n° 1786/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté à l'unanimité.

### 2. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le plan de vaccination 2009 contre la fièvre catarrhale" (n° 10173).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

### 3. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les déficiences de l'étiquetage et la présence d'OGM dans les aliments" (n° 10593).
- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la qualité de l'alimentation" (n° 10632).
- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.



## Droit Commercial

---

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 10 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n° 1786/1 (art. 167).

- Rapporteur : M. André Perpète.
- Le gouvernement a déposé un amendement n° 1.
- Exposé introductif du représentant du ministre de la Justice.
- Article 167, l'amendement n° 1 et l'ensemble des dispositions soumises à la commission ont été adoptés à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Hendrik Daems, Ine Somers, Luk Van Biesen) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en vue d'octroyer un privilège général aux fournisseurs, n° 1731/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.
- Exposé introductif de M. Luk Van Biesen.
- M. Luk Van Biesen demande également de renvoyer la proposition de loi visant à supprimer les privilèges et les hypothèques du fisc (n° 1521/1) qui était initialement envoyée à la commission des Finances et du Budget à la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et Economique et de la joindre avec la proposition de loi n° 1731/1.
- A la demande de M. Olivier Hamal, la commission a décidé d'organiser des auditions.

Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 10 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 52 à 58), n° 1786.

- Rapporteur : Mme Camille Dieu.
- La discussion des articles a eu lieu.
- On pris la parole : Mmes Sonja Becq et Meryame Kitir et MM. Guy D'haeseleer et Yvan Mayeur.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement (n°s 1 et 2) et par Mme Kitir (n° 3).
- L'amendement n° 1 a été adopté à l'unanimité.
- L'amendement n° 2 a été adopté à l'unanimité moins une abstention.
- L'amendement n° 3 a été rejeté.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, telles qu'amendées, a été adopté.



2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), (art. 77 à 111) , n° 1786.

- La discussion des articles a eu lieu.
- Ont pris la parole : Mmes Meryame Kitir, Camille Dieu, Maggie De Block et Florence Reuter, MM. Georges Gilkinet, Maxime Prévot et Yvan Mayeur.
- Mme Dieu (et consorts) a déposé un amendement.
- L'amendement a été adopté à l'unanimité moins une abstention.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, telles qu'amendées, a été adopté.

3. Question de Mme Florence Reuter à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les possibilités de cumul dans la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques" (n° 9843).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la création d'un Conseil consultatif fédéral des Aînés" (n° 9980).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'incidence de la crise financière sur la situation financière du Fonds de l'économie sociale et durable" (n° 10392).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le scénario d'extinction pour le Fonds de l'économie sociale et durable" (n° 10393).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Question de Mme Carine Lecomte à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les pensions mixtes des anciens travailleurs frontaliers belgo-luxembourgeois" (n° 10758).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Question de Mme Maggie De Block à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'assimilation des prestations effectuées en tant que CST et chômeur mis au travail dans l'administration à des années de service en tant qu'agent de la fonction publique" (n° 10677).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la prise en compte des rentes dites fictives pour déterminer le pourcentage des cotisations de solidarité sur les pensions" (n° 10735).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.



10. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les mesures de protection à prendre au bénéfice des fonds de pension du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> pilier dans le contexte de la crise financière" (n° 10827).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "ses déclarations au sujet du futur système de pension" (n° 10974).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Baromètre de la pauvreté.

- Présentation par le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes.

- Échange de vues.

- Un échange de vues a eu lieu

- Ont pris la parole : Mmes Meryame Kitir et Sonja Becq, MM. Wouter De Vriendt, Maxime Prévot et Yvan Mayeur.

2. Proposition de loi (Zoé Genot, Wouter De Vriendt, Georges Gilkinet, Jean-Marc Nollet, Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Tinne Van der Straeten, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Fouad Lahssaini) modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en vue de porter le niveau du revenu d'intégration au-dessus du seuil de pauvreté et d'aligner le montant octroyé aux cohabitants sur celui octroyé aux isolés, n° 51/1 à 3. (Rapporteurs : Mmes Véronique Salvi et Lieve Van Daele)

(Avis à rendre à la commission de la Santé publique sur les amendements 1 à 9)

- Rapporteur : M. Maxime Prévot.

- Ont pris la parole : Mmes Zoé Genot, Muriel Gerkens, Dalila Douifi, Colette Burgeon et Lieve Van Daele et MM. Wouter De Vriendt, Maxime Prévot, Stefaan Vercamer et Yvan Mayeur.

- La commission a approuvé par 8 voix contre 3 la proposition de rendre avis à la commission de la Santé publique.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), (art. 59 à 67) n° 1786/1

- Rapporteur : Mme Camille Dieu.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

- Des amendements ont été déposés par le gouvernement (n<sup>os</sup> 5 à 8) et par Mme Becq et consorts (n<sup>os</sup> 9, 10 et 11).

- Une correction technique a été apportée à l'amendement n° 6.

- La discussion générale a eu lieu.

- Ont pris la parole : Mmes Sonja Becq, Maggie De Block et Camille Dieu, MM. Georges Gilkinet et Maxime Prévot.

- Les amendements n<sup>os</sup> 10, 5, 9, 6, 7, 11 et 8 ont été adoptés à l'unanimité.



- Les articles, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté à l'unanimité.

4. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "un accord de coopération entre un groupement d'intérêts et une mutualité" (n° 10429).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu ;

5. Questions jointes :

- Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'ajout du cancer du poumon dû à l'amiante à la liste des maladies indemnisables par l'AFA" (n° 10823).
- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'inscription du cancer des poumons dû à l'amiante sur la liste des maladies de l'amiante faisant l'objet d'une indemnisation" (n° 10930).
- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante" (n° 10969).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

6. Question de M. Patrick De Grootte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le recours impropre aux allocations familiales" (n° 10722).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le projet du ministre flamand, M. Vandembroucke, de mettre au point des allocations familiales flamandes" (n° 10736).
- Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la demande de la Flandre en faveur d'une majoration des allocations familiales" (n° 10926).
- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la demande du 'Gezinsbond' concernant les allocations familiales" (n° 11005).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.

## **Finances et Budget**

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Audition de M. Koen Van Loo, administrateur délégué de la Société fédérale de participations et d'investissement, sur la gestion des participations détenues par l'État fédéral.



- Rapporteur : M. Jean-Marc Nollet.

- Après un exposé introductif, M. Van Loo a répondu aux questions de MM. Hendrik Bogaert, Hagen Goyvaerts, Jean-Marc Nollet et Robert Van de Velde.

2. Question de M. Jan Jambon au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "les résultats provisoires de sa politique" (n° 10486).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Luk Van Biesen au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "l'audit des services publics fédéraux" (n° 10695).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "le prochain contrôle budgétaire 2009" (n° 11029).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

5. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 48 à 51), n° 1786/1.

- Rapporteur : M. Guy Coëme.

- Un amendement a été déposé par MM. Bogaert, De Potter, Van Biesen et Coëme, Mmes Claes et Lejeune et MM. Lavaux et Crucke.

- Les articles 48 à 51, ainsi que l'amendement, ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 9 voix et 1 abstention.

6. Projet de loi de relance économique (art. 1 à 23), n° 1788/1.

Propositions jointes :

- Proposition de loi (Bruno Valkeniers, Bart Laeremans, Barbara Pas, Peter Logghe, Bruno Stevenheydens, Hagen Goyvaerts) modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité, n° 752/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).

- Proposition de loi (Alain Mathot, Dalila Douifi, Guy Coëme, Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Karine Lalieux) visant à appliquer un taux réduit de 6% de TVA sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n° 399/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).

- Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Guy Coëme, Alain Mathot, Karine Lalieux, Colette Burgeon) visant à informer préalablement la Commission européenne de l'application d'un taux de TVA de 6% sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n° 416/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).



- Proposition de résolution (Dirk Vijnck, Martine De Maght) visant à étendre le taux de TVA réduit de 6% à la fourniture domestique de gaz, d'électricité et de mazout de chauffage pour tous les ménages, n° 724/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).
  - Proposition de loi (Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Barbara Pas, Rita De Bont, Linda Vissers) modifiant l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en ce qui concerne la diminution des taux relatifs à la construction et à la livraison d'habitations privées, n° 1098/1. (Rapporteur : M. Jenne De Potter).
  - Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Stefaan Van Hecke, Tinne Van der Straeten, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Fouad Lahssaini, Philippe Henry, Wouter De Vriendt) transformant la réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie en crédit d'impôt, n° 1071/1. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
  - Proposition de loi (Maxime Prévot, Véronique Salvi, Brigitte Wiaux, Christian Brotcorne) complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prévoir une réduction d'impôt sur plusieurs exercices pour les dépenses d'investissements réalisées en vue d'économiser l'énergie dans les habitations, n° 637/1 et 2. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
  - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Dalila Douifi, Peter Vanvelthoven) octroyant une réduction pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, n° 675/1 et 2. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
  - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les intérêts moratoires en matière de précompte professionnel, n° 1072/1. (Rapporteur : M. Hagen Goyvaerts).
  - Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, François-Xavier de Donnea, Bart Tommelein, Luk Van Biesen) complétant l'article 176(2) du Code des droits et taxes divers en vue d'exonérer de la taxe sur les contrats d'assurance les primes des contrats d'assurance-crédit à l'exportation, n° 533/1.
- Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux.
  - La discussion générale a eu lieu.
  - La discussion des articles a été entamée.
  - Des amendements ont été déposés par Mme Almaci, M. Goyvaerts, Mme Pas et MM. Vanvelthoven et Jambon.

7. Projet de loi portant approbation des Résolutions 63-2 et 63-3 du Conseil des gouverneurs du Fonds Monétaire International et relatif à l'amendement des statuts du Fonds Monétaire International - Transmis par le Sénat, n° 1772/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- Les articles 1<sup>er</sup> et 2 ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 8 voix contre une et 5 abstentions.

Prochaine réunion : mercredi 18 février 2009.



## Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation - Transmis par le Sénat, n°s 1630/1 et 2.

Avis du Conseil d'État.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Olivier Maingain) insérant un article 6ter dans les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue d'imposer la publicité uniforme et généralisée des avis de la section de législation du Conseil d'État, n° 1458/1.

- Rapporteur : M. Michel Doomst.

- Exposé introductif du ministre de l'Intérieur et de M. Olivier Maingain.

- La discussion générale a été entamée.

2. - Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Sonja Becq, Bart De Wever, Michel Doomst, Katrien Partyka) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, n°s 37/1 à 15. (Rapporteurs : MM. Michel Doomst, Luk Van Biesen et André Frédéric).

- Proposition de loi (Bart Somers, Hendrik Daems, Maggie De Block, Luk Van Biesen) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2), n°s 39/1 à 12. (Rapporteurs : MM. Michel Doomst, Luk Van Biesen et André Frédéric).

(Motion concernant un conflit d'intérêts).

(Avis - Rgt, art. 102 et 103).

- Rapporteur : M. Michel Doomst.

- Un échange de vues concernant le conflit d'intérêts a eu lieu.

- La commission propose que les rapports sur ces propositions de loi expriment tous les arguments pertinents.

3. Projet de loi contenant des dispositions diverses (I) (art. 37 à 47), n° 1786/1.

- Rapporteur : M. Joseph Arens.

- La commission a décidé de joindre les articles du projet de loi n° 1786/1 et le projet de loi n° 1787/1.

- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et de la Simplification.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a été entamée.

- Un amendement a été déposé par le gouvernement.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, ainsi que les amendements, ont été adoptés à l'unanimité.

4. Projet de loi contenant des dispositions diverses (I) (art. 168 à 179), n° 1786/1.

- Exposé introductif de la ministre de la Politique de migration et d'asile.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a été entamée.



- Des amendements (au projet de loi n° 1786/1) ont été déposés par Mmes Van der Straeten et Genot.
- Des amendements (au projet de loi n° 1787/1) ont été déposés par Mmes Van der Straeten et Genot.

5. Projet de loi contenant des dispositions diverses (II), n° 1787/1

Cf. point 4.

Prochaine réunion : mercredi 18 février 2009.

### **Droit de la famille**

---

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE »

*Président : Mme Clotilde Nyssens*

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Proposition de loi (Els De Rammelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne le lieu du mariage, n° 1239/1. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Valérie Déom)

- La discussion a été poursuivie.
- Des amendements ont été déposés par MM. Terwingen et Schoofs.

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n° 1517/1.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n° 1706/1.

(Continuation et votes). (Rapporteur: Mme Marie-Christine Marghem).

- La discussion a été poursuivie.
- La sous-commission a décidé de demander l'avis du « OVB » et de l'OBFG.

3. Ordre des travaux.

### **Commission d'enquête parlementaire « Séparation des pouvoirs »**

---

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SEPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES A L'ENCONTRE DE LA S.A. FORTIS

*Président : M. Bart Tommelein*

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

1. Rapport complémentaire des experts.  
- Communication.

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt, Pierre-Yves Jeholet et Mme Karine Lalieux).



## 2. Ordre des travaux.

- La commission a pris acte de la décision des experts d'être déchargés de leur mission.

Prochaine réunion : lundi 16 février 2009.

### **Relations extérieures**

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

*Président : Mme Hilde Vautmans*

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

La situation au Moyen-Orient.

Échange de vues avec :

- S.E. M. Ahmad Masa'deh, ambassadeur de Jordanie;
- S.E. M. Samir Addahre, ambassadeur du Maroc.

- Ont pris la parole : MM. Dirk Van der Maelen et Fouad Lahssaini, Mme Nathalie Muylle, MM. André Flahaut, Xavier Baeselen, Denis Ducarme et Wouter De Vriendt.

Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.

### **Climat et Développement durable**

---

COMMISSION SPECIALE « CLIMAT ET DEVELOPPEMENT DURABLE »

*Président : M. Patrick Dewael*

➤ **MERCREDI 11 FÉVRIER 2009**

Présentation par Mme N. Gouzée, du Bureau du Plan, du rapport "Accélérer la transition vers un développement durable" - la vision à long terme du développement durable.

- Échange de vues.

- Rapporteur : Mme Muriel Gerkens.



## SÉANCE PLÉNIÈRE

*Ce chapitre mentionne:*

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

*Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);*

*Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).*

➤ **JEUDI 12 FEVRIER 2009, APRES-MIDI (082)**

### PROPOSITION DE LOI

---

Proposition de loi (MM. Xavier Baeselen, Daniel Bacquelaine, Jean-Luc Crucke, Pierre-Yves Jeholet et Mme Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 119 du Code judiciaire visant à garantir qu'un mineur ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement soit jugé par une juridiction comprenant des magistrats ayant suivi une formation spécialisée, n<sup>os</sup> 1149/1 à 4.

*Une des nouvelles mesures relatives à la protection de la jeunesse permet, dans certains cas, que des mineurs de 16 ans ou plus soient jugés par une cour d'assises.*

*Il ressort d'un arrêt de la Cour constitutionnelle que cela pose, actuellement, des problèmes de constitutionnalité, du fait que les magistrats des cours d'assises ne doivent pas obligatoirement avoir de formation en matière de protection de la jeunesse.*

*Les auteurs entendent remédier à ce problème.*

La proposition de loi (n° 1149) est adoptée par 120 voix et 1 abstention



## QUESTIONS ORALES

---

### ***Les conséquences de l'assemblée générale de Fortis***

Questions jointes de :

- M. Peter Vanvelthoven (sp.a) (n° P0810)
- M. Gerolf Annemans (VB) (n° P0811)
- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P0812)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P0813)
- M. Christian Brotcorne (cdH) (n° P0814)
- M. Yvan Mayeur (PS) (n° P0815)
- M. Hendrik Daems (Open Vld) (n° P0816)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) (n° P0817)
- M. Olivier Hamal (MR) (n° P0818)
- M. Servais Verherstraeten (CD&V) (n° P0819)
- M. Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0820)

### ***La recapitalisation de La Poste***

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P0823)
- M. David Lavaux (cdH) (n° P0824)
- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) (n° P0825)
- Mme Camille Dieu (PS) (n° P0826)
- M. David Geerts (sp.a) (n° P0827)
- Mme Valérie De Bue (MR) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P0828)

### ***Le Rhin de fer***

Questions jointes de :

- M. Patrick De Groot (N-VA) (n° P0829)
- M. Jef Van den Bergh (CD&V) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P0830)



### ***L'incidence du vote des actionnaires de Fortis sur le budget de l'Etat***

Question de :

M. Maxime Prévot (cdH) au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice (n° P0832)

### ***Le libre choix des prénoms***

Question de :

M. Bart Laeremans (VB) au ministre de l'Intérieur (n° P0831)

### ***Le financement de la sécurité sociale***

Questions jointes de :

- Mme Camille Dieu (PS) (n° P0821)
- M. Bruno Toback (sp.a) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0822)

---

## **CONFLIT D'INTÉRÊT – BRUXELLES-HAL-VILVORDE**

---

La délégation de la Chambre qui se concertera avec le Parlement wallon dans le cadre du troisième conflit d'intérêts sur les propositions de loi Bruxelles-Hal-Vilvorde (n<sup>os</sup> 37 et 39/1) est composée comme suit :

- Président : André Frédéric
- CD&V : Michel Doomst
- MR : Daniel Bacquelaine
- PS : Thierry Giet
- Open Vld : Bart Tommelein
- VB : Bart Laeremans
- sp.a : Hans Bonte
- Ecolo-Groen : Tinne Van der Straeten
- cdH : Christian Brotcorne
- N-VA : Ben Weyts
- LDD : Robert Van de Velde





## COMMUNIQUES DE PRESSE

### COMMUNIQUÉS DE PRESSE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

---

VOUS POUVEZ CONSULTER CES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE :  
[WWW.LACHAMBRE.BE](http://WWW.LACHAMBRE.BE), SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ LUNDI 9 FÉVRIER 2009

#### PRESENTATION A LA PRESSE DU LIVRE : « LEOPOLD II ET LA CHARTE COLONIALE »

VENDREDI 13 FEVRIER 2009 A 11 HEURES 15 - SALLE INTERNATIONALE

Le vendredi 13 février prochain se tiendra à la salle Internationale de la Chambre la présentation à la presse du dernier livre de Robert Senelle et d'Emile Clément : « **Léopold II et la charte coloniale, de l'État Indépendant du Congo à la Colonie belge** » paru aux Editions Mols.

Il s'agit ici du second ouvrage publié par le duo Senelle Clément.

Dans cet ouvrage, les auteurs décortiquent les événements depuis la loi sur le gouvernement du Congo ou la « *Charte coloniale* » fut promulguée le 18 octobre 1908 au 15 novembre 1908, date à laquelle le Congo devint une *colonie belge*.

En effet, la relation des faits a souvent donné lieu à des interprétations différentes : comment le roi Léopold II, obsédé par la conviction qu'un État européen devait disposer d'une colonie, devenait maître d'un empire africain qu'il a dû finalement céder à la Belgique.

Le demi-siècle belge au Congo, malgré certaines erreurs, constitue l'une des plus remarquables réussites matérielles de la colonisation européenne en Afrique.

Le vice-président de la Chambre Herman DE CROO introduira la présentation au cours de laquelle les auteurs vous exposeront leurs motivations et le fil conducteur de leur ouvrage.

Les exposés seront suivis par un échange de vues et une réception dans les Salons de la présidence.

#### Les auteurs :

**Robert Senelle**, professeur émérite à l'Université de Gand, auteur d'ouvrages de droit constitutionnel

**Emile Clément**, licencié en sciences politiques et sociales (K.U.Leuven), directeur honoraire à la Chambre des représentants



➤ MERCREDI 11 FÉVRIER 2009

### **DEUXIEME FORUM DES JEUNES POUR L'EAU AU PARLEMENT FEDERAL**

VENDREDI 13 FEVRIER 2009

Le Parlement fédéral accueille la deuxième édition du Forum des jeunes pour l'eau le 13 février en collaboration avec l'ONG de développement PROTOS et l'asbl de développement durable GREEN. Cet événement rassemblera une centaine d'élèves, francophones et néerlandophones, de l'enseignement secondaire ainsi que des parlementaires, des scientifiques et des représentants d'ONG. Ensemble, ils travailleront à la formulation de propositions visant à améliorer les mécanismes internationaux qui régissent actuellement le secteur de l'eau. Le « Youth Water Network » élira ensuite une délégation d'élèves qui aura la chance d'accompagner les représentants belges à Istanbul en mars 2009.

#### PROGRAMME :

9 heures : accueil des participants

9 heures 30 : vidéo sur la problématique de l'eau

De 10 heures à 12 heures 30 : les participants sont répartis en ateliers dans les salles de commission

De 13 heures 45 à 15 heures 45 : débat dans l'hémicycle de la Chambre

Conclusions.

Assisteront au débat entre autres Tinne Van der Straeten, Dirk Van der Maelen, Hilde Vautmans, Thérèse Snoy et d'Oppuers.

➤ JEUDI 12 FÉVRIER 2009

### **CAMPAGNE D'ECONOMIE D'ENERGIE « M'ILLUMINO DI MENO »**

LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE ETEINDRA AUSSI SES LUMIERES LE  
VENDREDI 13 FEVRIER 2009

C'est la radio italienne « Rai 2 » qui est à l'origine de la campagne de sensibilisation « M'illumino di meno » qui en est à sa 5<sup>e</sup> édition. Cette campagne, soutenue par le ministère italien de l'environnement, et, relayée par le Parlement européen a pour objectif une meilleure utilisation de l'énergie et la lutte contre le gaspillage.

L'édition 2009 vise particulièrement à renforcer la dimension européenne de la campagne. A cet effet, vendredi 13 février 2009 – c'est-à-dire, quelques jours avant le 4<sup>e</sup> anniversaire du protocole de Kyoto - et, afin de témoigner de leur soutien à cette campagne, les parlements nationaux sont invités à éteindre leur éclairage durant 5 minutes.

Ainsi, comme la Tour Eiffel, Trafalgar Square à Londres et la 'Custom House' à Dublin, tout comme les autres parlements, la Chambre des représentants participera cette année à cette action symbolique, et par la-même se montrer solidaire avec les efforts menés pour une meilleure utilisation des énergies.

L'interruption de l'éclairage se déroulera de 18 heures 10 à 18 heures 20.



## PUBLICATIONS

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### CHAMBRE

---

#### Documents parlementaires :

- 4-1135/1 (SÉNAT)  
52 1791/1 (CHAMBRE) DU 16 DÉCEMBRE 2008  
Rapport sur le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008
  
- 52 1788/001 DU 3 FÉVRIER 2009  
Projet de loi de relance économique
  
- 52 1527/010 DU 9 FÉVRIER 2009  
Budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2007 – Annexe – Inventaire 2006 des exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'Etat

#### Bulletin des questions et réponses :

- 52/043 DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2008  
Questions et réponses écrites





## CONSEIL DES MINISTRES

*Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.*

*Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.*

### ➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 13 FÉVRIER 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 13 février 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

#### **JEUX TÉLÉPHONIQUES**

Meilleure protection pour les adeptes des jeux téléphoniques.

Sur proposition de M. Carl Devlies, secrétaire d'État pour la Lutte contre la fraude, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui soumet les jeux téléphoniques à la télévision à des règles plus sévères. En tant que secrétaire d'État, M. Devlies est rattaché au ministre de la Justice Stefaan De Clerck et est donc, en cette qualité, compétent pour la problématique des jeux de hasard.

Le projet prévoit une meilleure protection des joueurs. Les personnes qui auront dépensé pendant plus de 5 jours, sur une période de 15 jours, plus de 50 euros par jour à des jeux téléphoniques recevront désormais une lettre de la Commission des jeux de hasard. Cette lettre doit faire prendre conscience aux "appelants à grand volume" qu'ils présentent un comportement à risque.

Les joueurs pourront également demander que l'accès aux numéros d'appel de jeux téléphoniques leur soit bloqué. L'émetteur du jeu devra pour sa part publier des spots éducatifs qui mettent en garde contre la dépendance au jeu.

Autre fait nouveau : au moins 7 % des prix à gagner devront être distribués pour chaque session de jeu. Les organisateurs devront également déposer les questions et les réponses correspondantes au préalable chez un notaire ou huissier de justice, afin d'éviter que l'enveloppe avec la réponse ne soit encore vite échangée avant le jeu.



Une autre nouveauté est l'obligation pour les organisateurs de transférer un nombre minimum d'appelants vers le studio. Seuls les appelants dont l'appel est transféré ont en effet une chance de répondre aux questions posées. Le transfert minimum est d'un appel par deux minutes, ce qui équivaut à trente appels par heure.

### **RÉDUCTIONS FORFAITAIRES POUR LE CHAUFFAGE AU GAZ ET À L'ÉLECTRICITÉ**

Fixation du montant destiné au financement des réductions forfaitaires pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité.

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (projet d'arrêté royal modifiant l'article 4 de l'arrêté royal du 24 mars 2003 établissant une cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité) qui vise à déterminer le montant destiné au financement des réductions forfaitaires pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité.

Pour 2009, le montant du financement s'élèvera à 3 millions d'euros. Pour les années 2010 et suivantes, ce montant sera indexé avec, comme indice de base, l'indice des prix à la consommation de novembre 2008 et, pour indice de référence, l'indice des prix à la consommation de l'avant-dernier mois de l'année.

### **DÉCHETS DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE**

Transposition de la directive sur la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui impose aux autorités locales d'élaborer des plans d'urgence et d'intervention pour la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Le projet transpose en droit belge la partie de la directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 qui relève de la compétence du ministre de l'Intérieur.

Pour chaque installation de gestion de déchets de catégorie A provenant de l'industrie extractive, le gouverneur doit élaborer un plan particulier d'urgence et d'intervention. Les industries extractives sont l'ensemble des établissements et des entreprises pratiquant l'extraction de ressources minérales à ciel ouvert ou sous terre à des fins commerciales, y compris par forage ou le traitement des matériaux extraits.

Le plan particulier d'urgence et d'intervention détermine les mesures qui doivent être prises en dehors du site en cas d'accident grave. L'objectif est de contenir et de gérer les accidents majeurs de façon à en réduire au minimum les effets et notamment à limiter les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement. Le plan doit fixer les mesures qui sont nécessaires à la limitation des dégâts, au rétablissement de la situation et à la remise en état de l'environnement. Il doit également reprendre des mesures concernant la communication des informations nécessaires au public et aux services et autorités concernés.



## **GESTION CIVILE DE CRISES À L'ÉTRANGER**

Politique belge en gestion civile des crises à l'étranger.

Le Conseil des ministres a pris connaissance d'une note relative aux directives pour la politique belge en matière de gestion de crise et a approuvé le planning indicatif des missions dans le cadre de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), que le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht a proposé au Conseil des ministres pour 2009.

Les directives pour la gestion civile des crises se rapportent à l'accord du gouvernement du 18 mars 2008 qui prévoit l'engagement d'un nombre croissant d'instruments civils pour la sécurité et le développement. Les directives donnent un aperçu des instruments belges de la politique civile de sécurité et des principes de leur financement. Elles contiennent les premiers éléments sur lesquels la Belgique se basera pour développer sa stratégie de déploiement et d'échange d'informations lors de la gestion civile des crises.

En 2009, 75 Belges participeront à des missions PESD à l'étranger : 45 experts de police, 6 magistrats, 4 douaniers et 20 personnes remplissant diverses fonctions.





## ANNEXES





## DEMANDES D'INTERPELLATION

*Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.*

➤ **0278 Justice**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de la Justice sur « les projets de réforme du département de la Justice ».

➤ **0279 Justice**

Interpellation de Mme Els DE RAMMELAERE au ministre de la Justice sur « la libération d'un violeur par suite d'une erreur de procédure ».

➤ **0280 Intérieur**

Interpellation de M. Claude EERDEKENS au ministre de l'Intérieur sur « l'organisation et le financement des écoles du feu ».

➤ **0281 Intérieur**

Interpellation de M. Hans BONTE au premier ministre sur « l'attitude confuse du gouvernement fédéral à l'égard de Citibank et d'autres institutions bancaires en ce qui concerne les infractions à la législation constatées dans le cadre de la commercialisation de produits de la société Lehman Brothers ».

➤ **0282 Intérieur**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au premier ministre sur « les nouvelles manœuvres de retardement concernant le Jardin botanique de Meise ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,  
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET  
COMPTES-RENDUS

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

*Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*





## AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

*La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).*

*La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.*

*Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: « publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

➤ **DOC 52 1630/002 DU 6 FÉVRIER 2009**

Avis du Conseil d'État n° 47.646/AV du 13 janvier 2009 sur le projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation.





ADDENDA





## AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

*Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».*



**MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE**

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
<b>Législation</b>			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
<b>Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"</b>			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
<b>Information parlementaire</b>			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
<b>Fiches "info" parlementaires</b>			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
<b>Parlementum Belgicum</b>			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
<b>Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch,</b> Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « <b>Le Parlement</b> » (iconographie) « <b>Le Palais de la Nation</b> » (W. Van den Steene) <b>Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie</b> <b>Brochure « Dessins satiriques »</b>	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
<b>Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique"</b> <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
<b>Gravure</b> : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
<b>Gravure</b> : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
<b>Dépliants</b>			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
<b>BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE</b>			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° <b>000-0019220-14</b> de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

**PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT**

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
<b>Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat</b> Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
<b>Bulletin des questions et réponses</b> (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2) 20,00 euro	2,00 euro (3) 1,00 euro	120,00 euro (2) 60,00 euro	6,00 euro (3) 3,00 euro
<b>Compte rendu analytique</b> Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
<b>Informations parlementaires</b> Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/

(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre  
 (2) Chambre et Sénat  
 (3) Chambre ou Sénat

**Informations et commandes pour les publications susmentionnées:**

Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74

Compte n° **000-1648428-10** de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles»

(IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1)

Veuillez mentionner clairement:

- Nom et adresse complète du souscripteur
- Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur
- Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue)
- ▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis
- ▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié
- ▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA

**Documents parlementaires de la Chambre**

Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc

- abonnement complet avec budgets
- abonnement complet sans budgets
- abonnements thématiques

- numéros séparés

Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR

**BELGIQUE**

0,0744 euro par page imprimée

**ÉTRANGER**

0,0744 euro par page imprimée + frais de port

**Informations et commandes:**

Chambre des représentants

Service des Affaires générales  
1008 BRUXELLES

tél.: (02) 549 81 58: renseignements

(02) 549 81 60: commandes

fax: (02) 549 82 74

Compte n° **000-1648428-10** de «Publications de la Chambre des représentants

Paiement dès réception du décompte